

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France  
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté de mise en demeure n° 2018-47833**  
**Installations classées pour la protection de l'environnement**  
**Société ERMELEC à Porcheville**

**Le Préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'Honneur**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2018 autorisant la société ERMELEC, dont le siège social est situé 11 rue de Rouen à Porcheville (78440), à exploiter une ligne de tréfilage et zingage électrolytique en continu, à la même adresse, sous la rubrique n° 2565-2-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 23 octobre 2018 transmis à l'exploitant par courrier du 24 octobre 2018, accompagné du projet d'arrêté de mise en demeure, suite à sa visite sur le site le 9 octobre 2018 ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 7 novembre 2018 ;

**Considérant** l'absence de séparateur hydrocarbures sur le réseau d'eaux pluviales ;

**Considérant** l'absence de clôture du site sur plusieurs parties de l'installation, ce qui n'est pas conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que l'inspecteur de l'environnement a constaté que la zone située autour du hall 3 entre l'entreprise BINET TP et ERMELEC ne disposait pas de clôture et ne répondait pas aux exigences de l'arrêté, à savoir la réalisation d'une bande de largeur minimale de 3 m entre le bord extérieur du hall et la clôture du site ;

**Considérant** qu'il s'agit d'une exigence liée à la défense incendie du site et que son absence de réalisation est susceptible de nuire à la protection des intérêts mentionnés à l'article R.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitant propose, par courrier du 7 novembre 2018, en réponse au rapport de l'inspection des installations classées du 23 octobre 2018, de mettre en place un séparateur hydrocarbures pour le passage des eaux pluviales avant rejet dans le réseau de la collectivité pour le 30 avril 2019 ;

**Considérant** que la réponse de l'exploitant ne remet pas en cause les constats et demandes de l'inspection et que le délai de six mois proposé par l'inspection est même plus favorable à l'exploitant ;

**Considérant** que l'exploitant demande, compte tenu des dispositifs de sécurité et de surveillance de l'installation, que la mise en place d'une clôture sur l'ensemble du site soit reportée à décembre 2021, après le déménagement de la société BINET qui occupe une partie du terrain de la société ERMELEC ;

**Considérant** cependant que cette non conformité perdure depuis la signature de l'arrêté d'autorisation, le 8 janvier 2018, et donc depuis le démarrage de l'installation ;

**Considérant** que l'exploitant disposait déjà de 9 mois avant l'inspection pour se mettre en conformité ou montrer son intention de le faire, ce qui n'a pas pu être constaté le jour de l'inspection le 9 octobre 2018 ;

**Considérant** que le délai de départ de la société BINET semble peu fiable et qu'il n'y a pas lieu, pour appliquer les prescriptions réglementaires, de tenir compte des potentiels accords oraux entre les sociétés ERMELEC et BINET ;

**Considérant**, en conséquence, que l'inspection des installations classées considère que le délai proposé par l'exploitant n'est pas raisonnable et qu'il y a lieu de maintenir le délai de réalisation de six mois ;

**Considérant** que la société ERMELEC propose que la création d'une voie en bordure du hall 3, demandée par l'inspection des installations classées, soit effective le 30 avril 2019 ;

**Considérant** que la réponse de l'exploitant ne remet pas en cause les constats et demandes de l'inspection et que le délai de six mois proposé par l'inspection est même plus favorable à l'exploitant ;

**Considérant** que les non-conformités susmentionnées constatées par l'inspection des installations classées constituent des manquements aux prescriptions des articles 4.3.4, 8.5.1 et 8.2.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-44553 du 8 janvier 2018 ;

**Considérant** que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société ERMELEC de respecter les prescriptions des articles 4.3.4, 8.5.1 et 8.2.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2017-44553 du 8 janvier 2018 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture,

### **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société ERMELEC, dont le siège social est situé à Porcheville (78440) 11 rue de Rouen, est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, pour son établissement situé à la même adresse, de respecter, dans le délai de six mois à compter de la notification de la présente décision, l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2017-44553 du 8 janvier 2018, en particulier :

- l'article 4.3.4 « Localisation des points de rejets », en installant sur le site un séparateur hydrocarbures pour le passage des eaux pluviales avant leur rejet dans le réseau de la collectivité ;
- l'article 5.5.1 « Surveillance de l'installation », en clôturant l'ensemble de son site ;
- l'article 8.2.2.3 « Mise en station des échelles », en créant une voie en bordure du hall 3 disposant au minimum des caractéristiques suivantes :
  - être laissée libre de tout matériau ;

- une largeur de trois mètres minimum existe entre le bord extérieur du hall 3 et la clôture du site.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par le destinataire de la présente décision, dans le délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

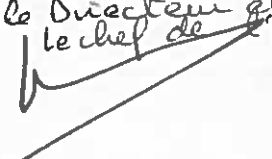
**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié à la société ERMELEC, et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture des Yvelines,
- sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de la commune de Porcheville,
- directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France.

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Versailles, le 19 NOV. 2018

P/Le Préfet, et par délégation  
le Directeur  
P/le Directeur et par suite le chef de l'unité départementale  
  
Henri KALTENBACHER

